

Nigéria

La Fondation Wayamo et la Fondation Konrad Adenauer retracent les principaux événements au Nigéria, depuis la création de Boko Haram et son insurrection essentiellement dans les États du nord-est.



2002

Création de Boko Haram



L'organisation islamiste "Boko Haram" est fondée au Nigéria. Son nom officiel en arabe, Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad, signifie « personnes engagées dans la propagation des enseignements du Prophète et du Jihad ».

Fondateur de Boko Haram
Mohammed Yusuf © Wikimedia

2009

Abubakar Shekau prend la tête de Boko Haram



À la mort en 2009 du fondateur de Boko Haram, Mohammed Yusuf, son adjoint Abubakar Shekau prend la tête du groupe, lequel devient un mouvement militant avec une action transfrontalière et dont certaines factions seraient affiliées à l'État islamique et à Al-Qaïda. Boko Haram lance des opérations militaires qui ont pour cibles l'armée, la police et les civils.

Abubakar Shekau, vidéo non datée de Boko Haram © Wikimedia

18 NOV. 2010



La CPI ouvre un examen préliminaire

Le Bureau du Procureur de la CPI ouvre un examen préliminaire de la situation au Nigéria après avoir reçu des communications faisant état d'atrocités.

Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la CPI de 2004-2012 © ICC-CPI

MAI / JUIN 2011



Loi sur le terrorisme

En mai 2011, l'Assemblée nationale du Nigéria adopte le projet de loi sur le terrorisme - Terrorism (Prevention and Prohibition) Bill -, qui définit le cadre régissant la tenue des procès d'actes de terrorisme. Cette loi est signée par le Président Jonathan et entre en vigueur le mois suivant.

Assemblée nationale du Nigéria © Kobusa16, Wikimedia, CC BY-SA 4.0

JUIN 2011

Envoi d'une force d'intervention militaire dans le nord-est

Le Président envoie une force spéciale d'intervention (SMJTF), composée de militaires, de policiers, de membres des services de l'immigration et du renseignement, dans le nord-est du pays pour répondre à la menace Boko Haram.

DEC. 2011



L'état d'urgence est déclaré dans certains États fédéraux

Le Président Jonathan déclare l'état d'urgence dans certaines zones des États de Borno, du Plateau, de Yobe et du Niger.

FORCE CONJOINTE LIBÉRIENNE © The U.S. National Archives

21 FEVRIER 2013

Modification de la loi sur le terrorisme

La loi de 2013 sur le terrorisme - Terrorism (Prevention and Prohibition) (Amendment) Act 2013 - est promulguée pour traiter les failles relevées dans la loi de 2011.

24 AVR. 2013



Mise en place du comité chargé de traiter les questions d'amnistie

Le Président Jonathan met en place le Comité pour le dialogue et le règlement pacifique des enjeux de sécurité dans le nord, chargé de définir un cadre permettant d'amnistier les membres de Boko Haram.

Goodluck Ebele Jonathan, Président du Nigéria © Remy Steinegger, swiss-image.ch, CC BY-SA 2.0

MAI 2013

Deuxième état d'urgence

Un deuxième état d'urgence est déclaré et concerne cette-fois les États de Borno, Yobe et Adamawa. Cette déclaration conduit au renforcement des forces de sécurité dans ces trois États et au déploiement de forces spéciales.

14-15 AVR. 2014



Enlèvement d'écolières de Chibok par Boko Haram

Cet enlèvement par Boko Haram (un parmi tant d'autres) a mis le conflit sur le devant de la scène internationale et déclenché une des plus grandes campagnes mondiales jamais menées sur les réseaux sociaux : le hashtag #BringBackOurGirls a été repris dans de nombreux tweets. Selon Amnesty International, en avril 2014, plus de 100 écolières étaient toujours portées disparues.

Michelle Obama le 7 mai 2014 © @FLOTUS Twitter. Public Domain

MAI 2015



Muhammadu Buhari succède à Goodluck Jonathan à la présidence du Nigéria

Muhammadu Buhari, Président du Nigéria © Bayo Omoboriowo CC BY-SA 4.0

8 MARS 2017

Mise en place d'une commission d'enquête spéciale pour enquêter sur des allégations de violations des droits de l'homme attribuées aux forces de sécurité nigérianes

Le chef d'état-major de l'armée nigérienne convoque la Commission d'enquête spéciale (SBI) chargée d'enquêter sur des allégations de violations des droits de l'homme par les forces de sécurité nigérianes. Dans les documents qu'elle examine, la commission d'enquête ne trouve aucun élément permettant de démontrer l'existence d'arrestations arbitraires ou d'exécutions extra-judiciaires de détenus.

AVRIL 2017

Mise en place d'une commission d'enquête présidentielle pour examiner des allégations de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire par les forces armées

Le Président par intérim Yemi Osinbajo met en place la Commission d'enquête présidentielle (PIP), une commission judiciaire chargée d'examiner les allégations de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire par les forces armées. Les 7 membres de la Commission présentent leur rapport final en février 2018. Ce rapport n'a pas été rendu public.

OCTOBRE 2017

Première série de procès de personnes soupçonnées d'appartenir à Boko Haram

Le gouvernement nigérien organise la première série de procès contre des personnes soupçonnées d'appartenir à Boko Haram. Selon des critiques, les normes requises pour un procès juste et équitable n'ont pas été respectées.

FEVRIER 2018

Deuxième série de procès de personnes soupçonnées d'appartenir à Boko Haram dans le cantonnement de Wawa, à Kainji (État du Niger)

FEVRIER 2018

Rapport sur les violations commises par les forces armées

Les 7 membres de la Commission d'enquête présidentielle présentent leur rapport final en février 2018. Ce rapport n'a pas été rendu public.

9-10 JUILLET 2018

Troisième série de procès dans le cantonnement de Wawa, à Kainji (État du Niger)

11 DEC. 2020



La Procureure de la CPI conclut l'examen préliminaire

La Procureure de la CPI, Fatou Bensouda, conclut l'examen préliminaire de la situation au Nigéria et annonce que les critères prévus par le Statut de Rome pour l'ouverture d'une enquête par la CPI sont réunis.

Siège de la Cour pénale internationale à La Haye © Rick Bajornas, UN Photo, CC BY-NC-ND 2.0

JUIN 2021



Un enregistrement audio provenant du chef de l'État islamique en Afrique de l'Ouest confirme la mort d'Abubakar Shekau

Le chef de l'État islamique en Afrique de l'Ouest, Abu Musab Al-Barnawi prétend qu'Abubakar Shekau est mort dans la forêt de Sambisa aux mains de l'État islamique, dont le nouveau chef est Abu Ibrahim al-Hashimi al-Qurashi.

Drapeau de l'État islamique © Wikimedia

OCT. 2021



L'armée nigérienne confirme la mort d'Abubakar Shekau

Le Chef d'état-major des forces armées du Nigéria, le Général Lucky Irabor confirme la mort d'Abubakar Shekau.

Général Lucky Eluonye Onyenuchea Irabor, Chef d'état major © Wikimedia, public domain